

Distr.
GÉNÉRALE

CES/SEM.49/3
12 août 2002

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

**COMMISSION DE STATISTIQUE et
COMMISSION ÉCONOMIQUE
POUR L'EUROPE**

**COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES (EUROSTAT)**

**CONFÉRENCE DES STATISTICIENS
EUROPÉENS**

**ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'ALIMENTATION
ET L'AGRICULTURE (FAO)**

**Séminaire conjoint
CEE/Eurostat/FAO/OCDE sur les
statistiques agricoles: perspectives des
indicateurs agricoles et ruraux et durabilité
(Paris, 21 et 22 novembre 2002)**

**ORGANISATION DE COOPÉRATION ET
DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES
(OCDE)**

**EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ DANS L'AGRICULTURE: OBSERVATIONS,
TENDANCES ET MÉTHODES DE MESURE**

Communication sollicitée émanant de Statistique Canada*

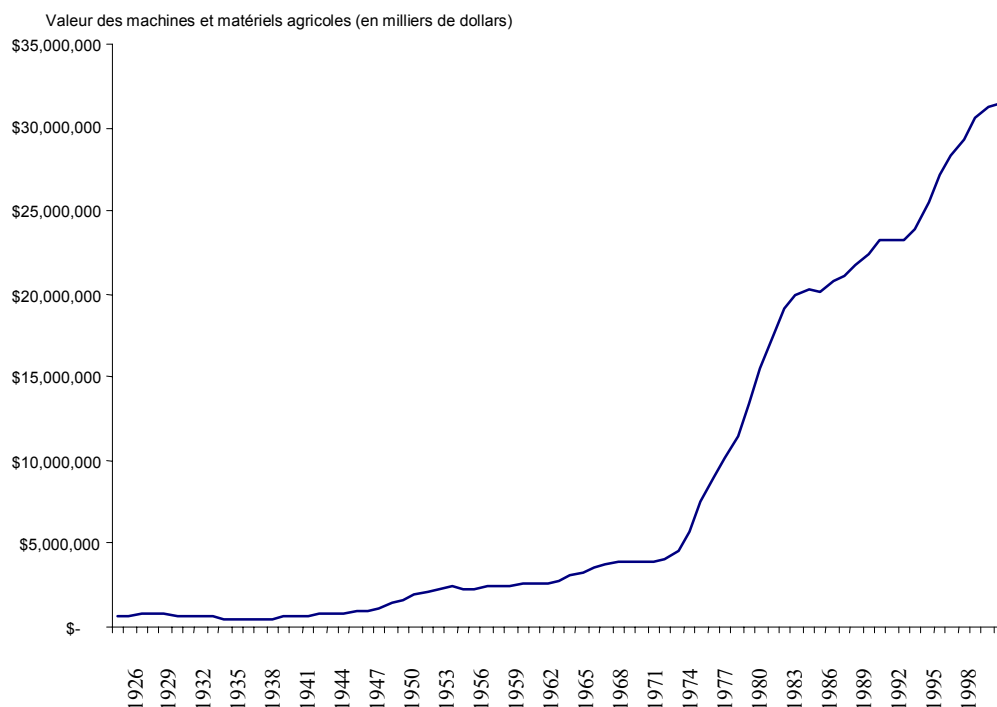
I. INTRODUCTION

1. Le présent document comprend deux parties. La première décrit les changements intervenus en ce qui concerne l'emploi et la productivité du travail dans l'agriculture au Canada sous l'effet de: a) la substitution du capital au travail, qui réduit les besoins en main-d'œuvre de l'agriculture, et b) l'attrait des possibilités d'emploi hors agriculture qu'offrent les autres secteurs de l'économie canadienne. La deuxième fournit quelques informations concernant les méthodes de mesure. L'enquête sur la population active, l'enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail et l'enquête sur la dynamique du travail et du revenu procurent les données utilisées pour la mesure de l'emploi, des salaires et des traitements et pour le calcul de la productivité du travail dans l'agriculture et les autres secteurs de l'économie.

* Document élaboré par M. Geoff Bowlby et M. Michael Trant, Statistique Canada.

2. Par leur nature même, le développement économique et l'amélioration de la productivité dans le secteur agricole entraînent un déplacement de l'emploi du secteur primaire, et notamment de l'agriculture, vers le secteur manufacturier et le secteur des services en pleine croissance. Ce phénomène s'est également produit au Canada où, depuis plus de 75 ans, la mécanisation de l'agriculture conduit à une économie de main-d'œuvre et permet aux agriculteurs de gérer des exploitations toujours plus grandes (fig. 1).

Figure 1: La substitution du capital au travail dans l'agriculture canadienne

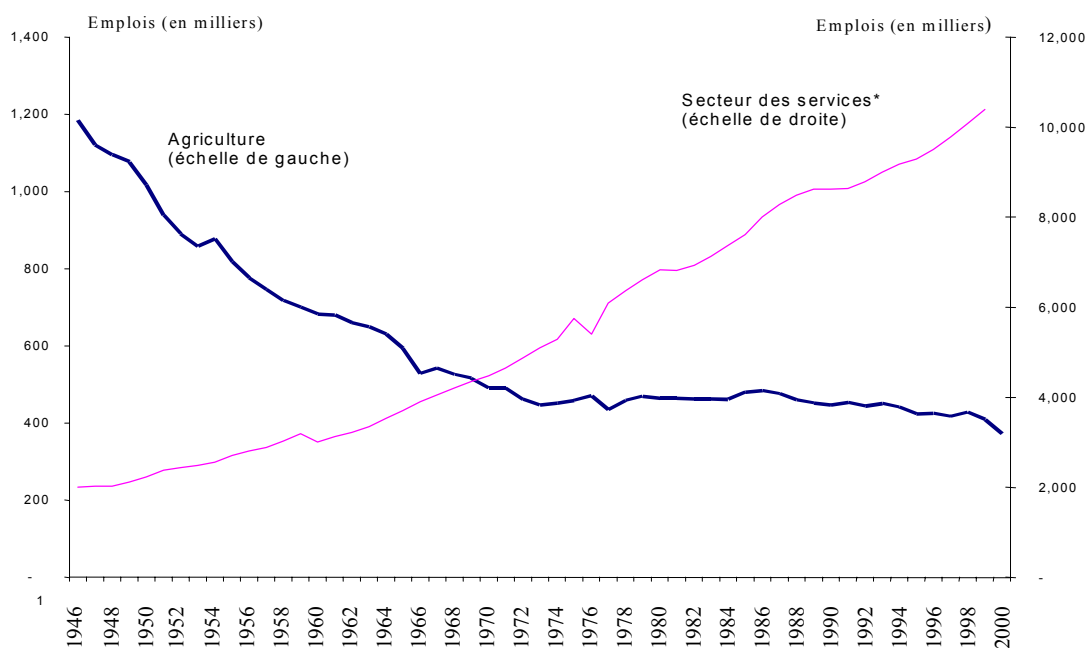


Source: Statistique Canada, Division de l'agriculture, CANSIM, tableau 002-0007.

3. L'augmentation de la productivité agricole, conjuguée aux nouvelles possibilités d'emploi dans les villes, a provoqué un important exode rural qui a débuté peu après la Seconde Guerre mondiale. En 1946, environ 1,2 million de Canadiens occupaient un emploi dans l'agriculture comme activité professionnelle principale. En 1976, ce chiffre était tombé à un peu moins d'un demi-million. Le recul a été plus lent depuis 1976, contrastant avec l'évolution de l'emploi dans d'autres secteurs de l'économie, surtout celui des services, où il a continué d'augmenter (fig. 2).

4. À mesure que le temps passe, un moins grand nombre de Canadiens est employé dans l'agriculture. Le marché du travail canadien dépendait autrefois de l'industrie agricole et de l'industrie manufacturière productrice de biens, mais aujourd'hui, c'est dans le secteur des services que l'emploi et le marché du travail se développent.

Figure 2: L'emploi dans l'agriculture a très considérablement baissé au Canada après la Seconde Guerre mondiale avec l'évolution vers une économie de services



Source: Enquête sur la population active.

* Administration publique non comprise.

5. La production et la productivité de l'agriculture canadienne suivent une tendance ascendante. Les revenus agricoles bruts augmentent dans chacune des provinces, malgré des reculs périodiques dus aux conditions météorologiques et à la baisse des prix. La croissance dans le reste de l'économie est cependant encore plus prononcée et, année après année, la part de l'agriculture dans le produit intérieur brut total va s'amenuisant. En 2001, par exemple, l'agriculture représentait environ 1,4 % du PIB total du Canada.

II. ÉVOLUTION DE L'EMPLOI DANS L'AGRICULTURE AU CANADA

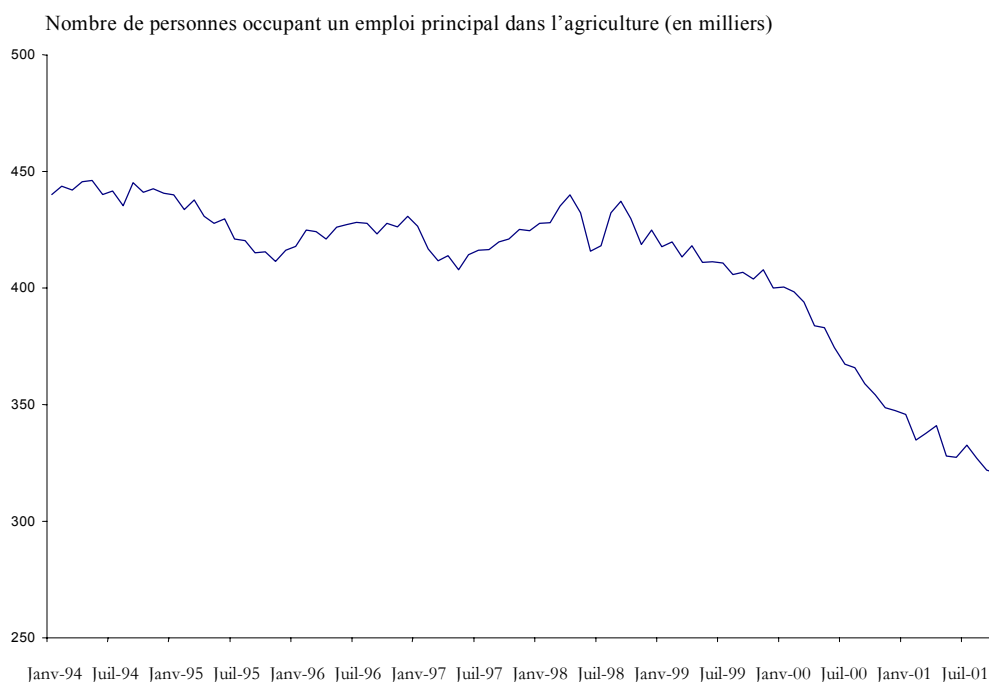
6. L'analyse des données sur l'emploi dans l'agriculture au Canada repose sur un article de Geoff Bowlby, paru dans «L'emploi et le revenu en perspective», Statistique Canada (numéro de catalogue: 75-001-XIF), en février 2002. La principale source de données est l'Enquête sur la population active (EPA) à périodicité mensuelle.

7. L'EPA est conçue pour calculer le nombre de personnes occupées, de chômeurs et d'inactifs et fournit des informations comptant parmi les meilleures données canadiennes sur l'emploi dans l'agriculture. Lors de cette enquête, les répondants sont interrogés au sujet de la branche d'activité et de la profession dans lesquelles ils exercent leur activité professionnelle principale, mesurée en nombre d'heures de travail par semaine. Par conséquent, un travailleur agricole est une personne dont l'emploi principal consiste à travailler dans une ferme. Un agriculteur qui exploite une ferme ou travaille dans une ferme à titre d'activité secondaire

n'est pas inclus dans cette définition. Cette catégorie de personnes serait classée dans la branche d'activité où elles exercent leur activité professionnelle principale.

8. L'année 1999 a marqué le début d'un fléchissement plus prononcé puisque l'emploi dans l'agriculture comme activité principale a chuté de 6 % par rapport à 1998 (fig. 3). En 2000, le rythme de ce déclin s'est accéléré, avec une nouvelle baisse de 13 %. Un autre recul a été enregistré en 2001, si bien qu'au début de 2002, le nombre de personnes occupant un emploi principal dans l'agriculture s'élevait à 313 000, soit 26 % de moins que trois ans auparavant seulement – ce qui représente la plus forte baisse enregistrée en 35 ans environ.

Figure 3: L'emploi dans l'agriculture a fortement baissé de 1999 à 2001

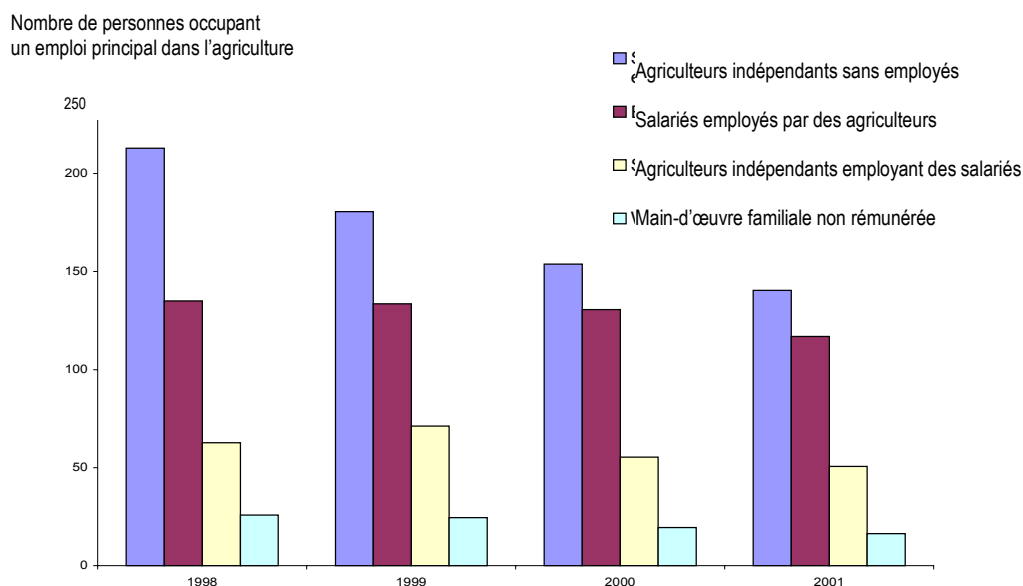


Source: Enquête sur la population active, données corrigées des variations saisonnières.

9. La taille des exploitations agricoles a augmenté mais pas au point que cette évolution explique entièrement la baisse de l'emploi agricole.

10. L'une des caractéristiques les plus intéressantes du fléchissement de l'emploi agricole est le fait qu'il touche principalement les agriculteurs indépendants sans employés (fig. 4). Les membres de ce groupe ont plus fréquemment que ceux des autres groupes des petites fermes qu'il est sans doute plus facile d'exploiter à titre d'activité secondaire. Cette constatation est importante car il semble qu'une partie du déclin de l'emploi agricole comme activité principale de 1999 à la fin 2001 résulte d'une tendance à exploiter une ferme à titre d'activité secondaire, à mesure que les agriculteurs augmentent le nombre de leurs heures de travail hors ferme.

Figure 4: La baisse de l'emploi a été la plus marquée dans les exploitations agricoles sans employés



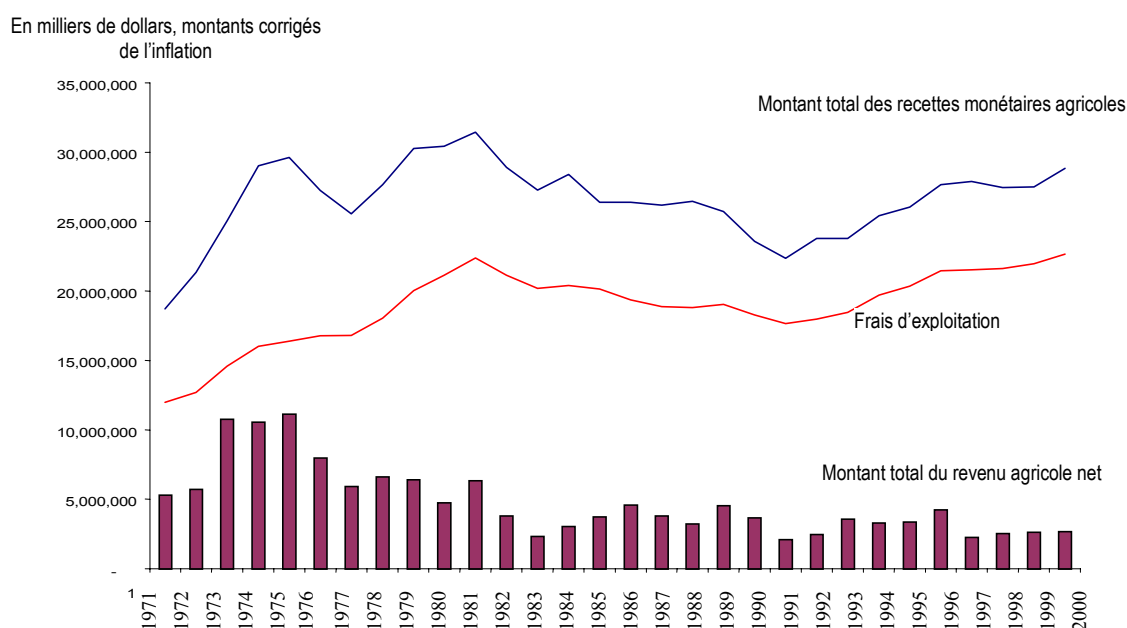
Source: Enquête sur la population active.

11. Parallèlement à cette tendance à l'augmentation du nombre de personnes exploitant une ferme à titre d'activité secondaire, on a vu diminuer le nombre de conjoints et d'enfants d'un agriculteur qui sont employés dans l'exploitation à titre d'activité principale. Par conséquent, si l'on compte un moins grand nombre de ménages dont un membre au moins travaille à la ferme en tant qu'activité principale, le nombre de couples d'agriculteurs principalement employés dans l'agriculture a lui aussi fortement baissé.

12. Depuis un certain nombre d'années, les bénéfices des agriculteurs sont restés stationnaires, et plus faibles qu'ils ne l'avaient jamais été, ce qui encourage peut-être certains exploitants agricoles à chercher un travail dans un autre secteur (fig. 4). L'évolution des frais d'exploitation a neutralisé la hausse des recettes monétaires agricoles et en dollars constants, le revenu net agricole s'est stabilisé à un niveau situé entre 4 et 5 milliards de dollars au cours des 20 dernières années.

13. Toutefois, le fléchissement de l'emploi agricole ne s'est pas traduit par un abandon considérable des terres agricoles, et la superficie exploitée a accusé une augmentation constante dans le temps (tableau 1). Le nombre d'hectares affectés aux principales cultures, par exemple le blé, l'orge, le colza, le maïs, les légumineuses et le foin, a régulièrement augmenté pour atteindre le niveau actuel d'environ 33,4 millions en 2001 et 33,7 millions en 2002.

Figure 5: L'absence de croissance des bénéfices agricoles peut inciter certaines personnes à délaisser l'agriculture



Source: Statistique Canada, tableaux du CANSIM: 002-0001 (recettes), 002-0005 (frais d'exploitation) et 002-0009 (revenu net).

Tableau 1: La production augmente alors que le nombre de fermes et l'emploi diminuent

	Superficie cultivée (ha)	Bovins	Porcins	Volaille	Œufs (douzaines)	Lait (kilolitres)
	en milliers					
1994	32 435	13 924	10 888	695 662	474 459	7 036
1995	32 515	14 730	11 522	695 143	478 591	7 197
1996	32 458	15 051	11 490	720 845	484 914	7 172
1997	32 761	14 910	11 740	750 257	494 269	7 421
1998	32 434	14 706	12 355	798 507	498 847	7 521
1999	33 033	14 447	12 281	839 994	523 161	7 590
2000	33 514	14 416	12 240	877 280	549 711	7 499
2001	33 390	14 635	12 226	926 843	570 028	7 561
2002	33 762					
Variation (2001/1999)	357	188	- 55	86 849	46 867	- 29
%	(1)	(1)	(-,5)	(10)	(9)	(-,4)

Source: Statistique Canada, tableaux du CANSIM: 001-0010 (cultures); 003-0032 (bovins); 003-0011 (lait); 003-0032 (porcins); 003-0017 (volaille) et 003-0017 (œufs).

14. De 1999 à 2001, la superficie en hectares des terres affectées aux grandes cultures a augmenté de 1 %. Il en a résulté un accroissement général de la production totale de ces cultures attribuable à la fois à l'extension des superficies ensemencées et à la plantation de nouvelles variétés à rendement plus élevé. Les productions de volaille, d'œufs et de bovins ont également augmenté ces dernières années. Cependant, les productions agricoles n'ont pas toutes évolué vers une hausse. La production de lait et le nombre de porcins ont légèrement diminué, quoique leur déclin soit loin d'être proportionnel à la baisse de l'emploi agricole.

15. L'âge peut également jouer un rôle dans la décision de délaisser l'emploi agricole en tant qu'activité principale. L'âge moyen des Canadiens qui exercent la profession principale d'agriculteur est plus élevé que dans les autres professions. Par conséquent, une proportion importante d'entre eux approche de l'âge de la retraite et les agriculteurs plus jeunes susceptibles de les remplacer ne sont plus aussi nombreux qu'autrefois.

III. ÉVOLUTION DE LA PRODUCTIVITÉ AGRICOLE AU CANADA

16. L'amélioration de la productivité de la main-d'œuvre agricole a été tout à fait remarquable puisqu'elle a plus que quintuplé entre 1961 et 2000. Cette évolution n'est pas vraiment surprenante puisqu'en 1961, on comptait environ 614 700 personnes qui déclaraient occuper un emploi principal dans l'agriculture contre 367 400 environ en 2000. Au cours de la même période, la production agricole a enregistré des taux de croissance impressionnants, que ce soit dans le domaine de l'élevage ou dans celui des cultures. L'agriculture est l'un des rares secteurs d'activité canadiens qui a connu à la fois une baisse de l'emploi et une croissance tant en termes de volume de production que de ventes. Ce phénomène n'est pas propre au Canada, car les statistiques de la plupart des pays développés attestent d'une évolution tout à fait semblable. Néanmoins, il en résulte que la croissance de la productivité de l'agriculture, qui a quintuplé, a largement dépassé celle de la productivité dans le secteur producteur de biens qui a triplé, de même que les gains enregistrés dans le secteur des services, où la productivité a à peine doublé, durant cette même période 1961 à 2000 (fig. 6).

17. Une autre façon de considérer la productivité consiste à mesurer le coût de la main-d'œuvre par unité produite comme indiqué dans la figure 7. Dans ce cas également, l'agriculture semble manifestement avoir surpassé tous les autres secteurs d'activité en termes de gains de productivité. En 1961, au Canada, l'agriculture utilisait beaucoup de main-d'œuvre par rapport au secteur producteur de biens et au secteur des services qui, à l'époque, n'avaient besoin que de la moitié de la quantité de main-d'œuvre employée dans l'agriculture pour produire une unité de valeur ajoutée. En 2000, cette relation s'était modifiée. Les coûts de la main-d'œuvre avaient augmenté dans tous les secteurs, tout comme la production. L'agriculture était néanmoins le seul secteur où la production avait augmenté parallèlement à une baisse de l'emploi, de sorte que les coûts de la main-d'œuvre par unité de PIB produite n'avaient que doublé dans l'agriculture tandis qu'ils avaient quadruplé dans le secteur producteur de biens et presque sextuplé dans le secteur des services.

Figure 6: Les augmentations de la productivité du travail dans l'agriculture ont dépassé celles du secteur producteur de biens et du secteur des services au Canada

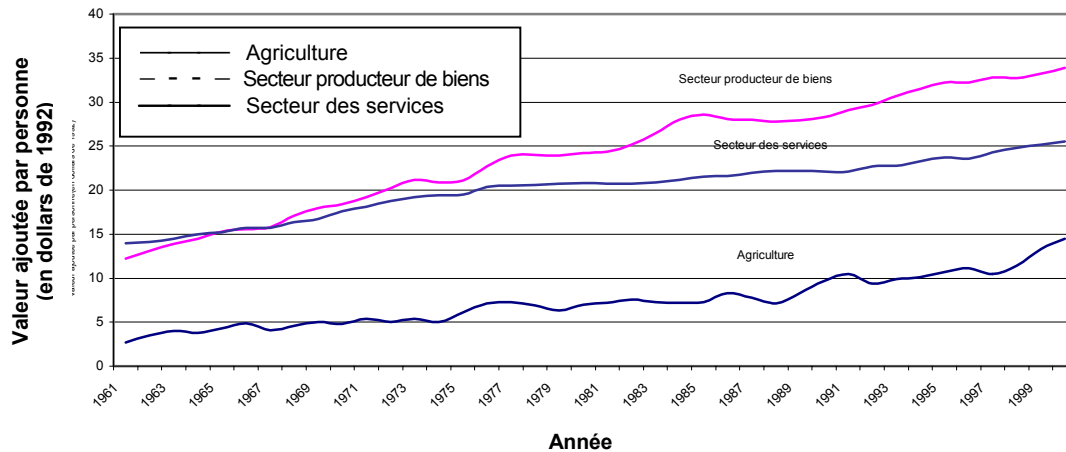
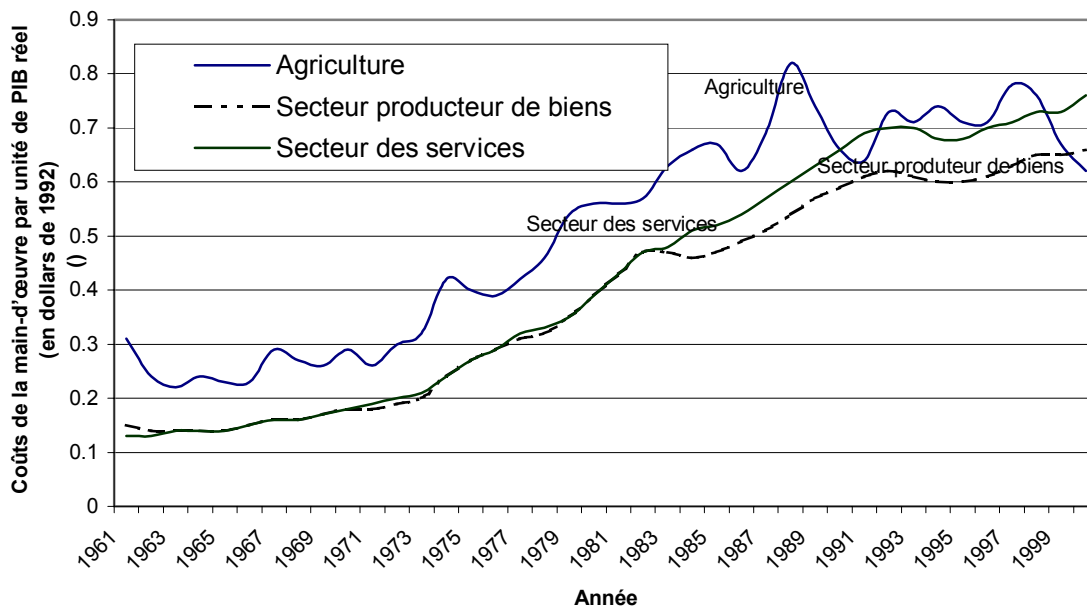


Figure 7: Les coûts unitaires de la main-d'œuvre dans l'agriculture sont parmi les plus faibles de l'économie canadienne



Source: Statistique Canada, Productivité du travail et variables connexes, CANSIM, tableaux 383-0005 et 383-0003.

18. Certains arguments amènent à nuancer ce qui semble constituer une augmentation considérable de la productivité du travail dans l'agriculture. Le principal d'entre eux concerne la mesure du travail dans l'agriculture. Un travailleur agricole est une personne dont l'emploi principal consiste à travailler dans une ferme. On entend par «emploi principal» celui dans lequel l'intéressé travaille le plus grand nombre d'heures par semaine. Un agriculteur qui exploite une ferme ou qui travaille dans une ferme à titre d'emploi secondaire n'est pas pris en compte dans les effectifs de l'agriculture. Ces personnes seraient à classer dans la branche d'activité où se situe leur emploi principal. À n'importe quel moment ou presque, une forte proportion des personnes employées dans l'agriculture occupent aussi un emploi dans un autre secteur d'activité. D'après les résultats du recensement de l'agriculture de 1996, 46 % de tous les agriculteurs canadiens avaient travaillé hors agriculture un certain nombre de jours, pendant une période quelconque de l'année précédente. En 1941, c'est-à-dire une soixantaine d'années auparavant, le chiffre correspondant était 36 % (Bollman, 1979). Au départ, les agriculteurs exerçaient leur activité secondaire dans les secteurs de la foresterie, de la pêche, de l'industrie minière et de l'industrie pétrolière mais on en trouve aujourd'hui dans tous les secteurs et, dans le même temps, la proportion d'agriculteurs exerçant une activité hors ferme représente, à n'importe quel moment, une part importante de l'ensemble des agriculteurs (Hathaway et Perkins, 1968). Durant certaines années, le nombre d'heures consacrées au travail non agricole peut dépasser celui des heures travaillées dans l'agriculture en raison des faibles rendements agricoles ou de l'attrait particulièrement grand des emplois disponibles hors ferme.

19. La figure 3 fait clairement apparaître une forte instabilité de la main-d'œuvre agricole mesurée selon le critère de l'emploi principal, quoique la tendance qui se dégage sur le long terme soit une baisse du nombre d'emplois. Le déclin marqué de l'emploi agricole comme activité principale, qui s'est amorcé en 1999, explique en grande partie pourquoi les coûts de la main-d'œuvre par unité du PIB réel sont plus faibles dans l'agriculture que dans les autres secteurs de l'économie. Il n'est pas facile de déterminer, en revanche, s'il s'agit d'un phénomène temporaire, qui résulte de perspectives d'emploi attrayantes mais à court terme en dehors de l'agriculture et d'une méthode de mesure particulière, ou d'une transformation significative des besoins en main-d'œuvre de l'agriculture.

20. L'emploi agricole au Canada est en recul pour toute une série de raisons dont la plupart sont liées entre elles. Les facteurs à l'origine de la baisse de l'emploi agricole sont complexes. La décision d'entrer dans le secteur agricole ou de le quitter est compliquée par un certain nombre de facteurs d'«attraction» ou de «répulsion». Les progrès techniques qui permettent de substituer une quantité croissante de capital à la main-d'œuvre agricole, l'amélioration des perspectives d'emploi hors agriculture dont il résulte que le travail agricole devient une activité secondaire pour un plus grand nombre de personnes, et l'élargissement des possibilités d'emploi hors ferme pour les conjoints d'agriculteurs sont autant de facteurs contribuant à ce phénomène. Les deux derniers sont sans doute particulièrement significatifs car le moment où s'est produite la chute de l'emploi agricole en tant qu'activité principale au Canada, c'est-à-dire les années 1999 à 2001, coïncide avec une période d'augmentation sensible des perspectives d'emploi à l'extérieur de l'agriculture.

IV. MÉTHODES DE MESURE

21. **Enquête sur la population active:** L'Enquête sur la population active (EPA) de Statistique Canada, d'où sont extraites la plupart des données sur l'emploi agricole mentionnées dans la première partie du présent document, est la principale source de statistiques sur l'emploi au Canada. L'EPA fournit des estimations mensuelles de l'emploi et du chômage, qui sont publiées 13 jours après l'achèvement de la collecte des données.

22. Les données de l'EPA sont utilisées pour établir des estimations du taux de chômage ainsi que d'autres indicateurs de base du marché du travail comme le taux d'emploi et le taux d'activité. L'EPA procure aussi des estimations de l'emploi par branche d'activité, par profession, ou en fonction du nombre d'heures travaillées ou d'une ventilation secteur public/secteur privé. Ces séries de données peuvent faire l'objet d'une classification croisée s'appuyant sur diverses caractéristiques démographiques. Les estimations en question sont produites pour l'ensemble du Canada, les provinces et un grand nombre de régions au niveau infraprovincial. Dans le cas des salariés, des séries relatives aux salaires, à l'appartenance à un syndicat, à la permanence de l'emploi et à la taille du lieu de travail sont également disponibles.

23. Le questionnaire actuel de l'EPA a été introduit en 1997. À l'époque, on avait considérablement modifié le questionnaire de cette enquête afin de combler les lacunes statistiques, d'améliorer la qualité des données et d'exploiter davantage le potentiel des systèmes d'interview assistée par ordinateur (IAO).

24. L'EPA s'appuie sur un échantillon aléatoire fondé sur un plan de sondage stratifié à plusieurs degrés. Chaque province est subdivisée en grandes strates géographiques. Le premier degré d'échantillonnage consiste à sélectionner des régions géographiques plus petites, appelées grappes, dans chacune des strates, et le second à choisir des logements à l'intérieur de chacune des grappes sélectionnées.

25. L'EPA utilise un plan de sondage avec renouvellement du panel, de sorte que les logements sélectionnés restent dans l'échantillon de l'EPA pendant six mois consécutifs. Chaque mois, un sixième environ des logements sélectionnés dans le cadre de l'EPA en sont à leur premier mois d'enquête, et un sixième des logements en sont à leur dernier mois d'enquête. L'une des caractéristiques du plan sondage de l'EPA est la possibilité d'utiliser chacun des six groupes comme échantillon représentatif indépendamment des autres.

26. En 2002, l'échantillon mensuel de l'EPA compte environ 53 000 ménages, ce qui se traduit par une collecte de données sur le marché du travail visant environ 100 000 personnes. L'échantillon de l'EPA est réparti selon les provinces et les régions au sein des provinces de façon à produire des estimations fiables à divers niveaux géographiques, notamment à l'échelle nationale et provinciale de même que pour les régions métropolitaines de recensement (grandes villes) et les régions rurales.

27. **Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail:** l'Enquête canadienne sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH) est le produit d'une combinaison des résultats de l'Enquête sur la rémunération auprès des entreprises et des données sur les retenues salariales effectives qui proviennent de l'Agence des douanes et du revenu du Canada.

28. L'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail constitue la seule source de données détaillées sur le nombre total de salariés, la rémunération brute et les heures travaillées à l'échelle provinciale et territoriale au Canada. Elle fournit les principales estimations du revenu du travail.

29. Les statistiques compilées dans le cadre de l'EERH sont fondées sur un recensement des données administratives concernant les retenues salariales pour tous les établissements compris dans le champ de l'Enquête ayant des employés et figurant sur le registre des entreprises. Le nombre total de salariés inscrits dans les livres de paie et la rémunération mensuelle sont calculés à partir des données administratives.

30. L'Enquête sur la rémunération auprès des entreprises (ERE) est effectuée tous les mois en vue de recueillir les données nécessaires au calcul des variables de l'EERH qui ne sont pas disponibles dans les fichiers administratifs. L'ERE utilise un plan sondage stratifié simple avec un échantillon de 11 000 établissements tirés d'une population de 900 000 établissements inscrits dans le registre des entreprises de Statistique Canada. Un douzième de l'échantillon est remplacé chaque mois.

31. Les estimations provenant de sources administratives sont ensuite combinées aux résultats de l'ERE en vue de produire des estimations pour la totalité des variables de l'EERH.

32. **Enquête sur la dynamique du travail et du revenu:** l'introduction de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu (EDTR) au début des années 90 a ajouté une dimension nouvelle aux données d'enquête existantes sur l'activité du marché du travail et le revenu, à savoir les changements qui touchent les personnes au cours d'une période donnée. Au cœur des objectifs visés par l'Enquête, on trouve le désir d'avoir une bonne compréhension du bien-être économique des Canadiens. Plus précisément, il s'agit de déterminer quels sont les changements économiques par lesquels passent les personnes et les familles, et quel rôle jouent à cet égard les modifications affectant le travail rémunéré, la composition de la famille, les transferts publics dont bénéficient les intéressés ou d'autres facteurs? Par son aspect longitudinal, l'Enquête permet de percevoir ces faits concomitants et souvent reliés entre eux. Depuis 1993, l'EDTR suit les mêmes répondants et ce pour une période de six ans. Un deuxième «panel» a été introduit en 1996, chevauchant le premier sur une période de trois ans, et le troisième panel en 1999. Les autres panels seront introduits tous les trois ans. Chaque panel est composé d'environ 15 000 ménages, comprenant environ 30 000 adultes.

33. Une interview préliminaire se déroule lors de l'introduction de chaque nouveau panel afin de recueillir des renseignements de base. Durant chacune des six années, on procède à une interview fractionnée, les sujets relatifs au travail étant couverts en janvier et ceux relatifs au revenu en mai. Dans les deux cas, la période de référence visée par les questions est l'année civile précédente. On procède à l'interview sur le revenu en mai, juste après la période de remise des déclarations de revenu, c'est-à-dire au moment où les répondants sont le plus au fait des données que renferment leurs dossiers.

34. Lorsqu'on procède à une enquête périodique, ce n'est pas la même chose d'interviewer chaque fois un nouvel échantillon de personnes, comme c'est le cas dans la majorité des enquêtes, ou d'interviewer les mêmes personnes plusieurs fois d'affilée, comme cela se passe dans une enquête longitudinale. Les échantillons transversaux ont pour avantage d'être

généralement plus représentatifs de la population, et ils révèlent les niveaux et les tendances du revenu ou du travail pour l'ensemble de la population ou des sous-groupes.

35. Dans l'EDTR, l'accent est mis non pas sur les mesures statiques mais sur toute la gamme des transitions, des durées et des événements multiples qui touchent la situation financière des personnes et leur situation en matière d'emploi. Il s'agit, par exemple, des fluctuations affectant le travail de ces personnes, leur revenu ou leurs caractéristiques familiales par suite d'un changement d'emploi ou d'un licenciement ou encore de la séparation ou du regroupement des membres d'une famille.

36. **Mesures de la productivité du travail:** la productivité est une mesure de la capacité productive ou de l'efficacité d'une économie. Elle peut être déterminée en fonction d'un niveau (la quantité produite par unité de facteurs de production, par exemple la production par travailleur) ou d'un taux de croissance (l'augmentation de la production par travailleur). Statistique Canada se concentre sur le taux de croissance de la productivité en raison de son utilité pour la compréhension de la contribution que les gains de productivité apportent à la croissance économique.

37. L'indicateur le plus fréquemment utilisé de la productivité est la croissance de la productivité du travail. Il reflète l'augmentation de la quantité de biens et services produite par unité de travail – généralement le nombre d'heures travaillées. Il mesure l'accroissement de la capacité de production de l'économie par rapport à l'emploi. La croissance de la productivité du travail est intuitivement significative parce qu'elle mesure quantitativement la croissance de la capacité de production des travailleurs. Elle présente aussi un intérêt empirique puisque la progression des salaires réels suit de près l'augmentation de la productivité du travail (Baldwin, J. R., Harchchaoui, T., Hosein, J. et Maynard, J. P., 2001).

38. On obtient une mesure des gains d'efficacité dus à la croissance de la productivité en déduisant de la variation de la quantité produite la contribution des quantités supplémentaires de facteurs de production mis en œuvre par rapport à la période de référence. Le résultat, une mesure de la croissance de la productivité, correspond à la partie résiduelle de la croissance qui ne peut pas être expliquée par les quantités supplémentaires de facteurs de production mises en œuvre pour produire l'augmentation de la production observée.

39. La croissance de la productivité traduit les progrès réalisés par une économie en améliorant sa capacité productive, à mesure qu'une plus grande quantité de facteurs de production est mise en œuvre. Le fait de pouvoir produire plus avec moins nous renseigne sur le taux d'évolution technique. À long terme, cette mesure de la productivité, compte tenu de son mode de calcul, traduit l'amélioration de l'efficacité avec laquelle une entreprise, une branche d'activité, ou un pays, produit des biens et des services. En ce sens, l'augmentation de la productivité est un élément clef de l'amélioration de notre bien-être économique parce que, sans elle, le taux d'accroissement de la production serait identique à l'augmentation de la quantité de facteurs de production utilisée.

References

- Baldwin, J. R., Harchchaoui, T., Hosein, J. and Maynard, J. P. (2001) "Productivity: Concepts and Trends", Productivity Growth in Canada, Statistics Canada (catalogue 15-204-XIE).
- Bollman, R. D. (1979) Off Farm Work by Farmers, Statistics Canada (catalogue 99-756E).
- Bowlby, Geoff (2002) «Farmers Leaving the Field» Perspectives on Labour and Income, Vol. 3, N° 2, Statistics Canada (catalogue 75-001-XIE).
- Hatheway, D. E. and Perkins, B. (1968) "Farm Labour Mobility", American Journal of Agricultural Economics, N° 50, pp. 342-352.
- Statistics Canada (2002) Employment Earnings and Hours, Vol. 80, N° 2 (catalogue 72-002-XIB).
- Statistics Canada (2002) Guide to the Labour Force Survey (catalogue 71-543-GIE).
- Statistics Canada (1998) Labour and Income Dynamics, Survey Overview (catalogue 75F-0011-XPB).
